



Conseil de sécurité

UN LIBRARY

OCT 27 1983

Distr.
GENERALE

S/16070
25 octobre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

~~UN/SA COLLECTION~~

LETTRE DATEE DU 25 OCTOBRE 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT ADJOINT DE SAINTE-LUCIE AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer une
déclaration du secrétariat de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales
concernant la situation à la Grenade.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer cette déclaration comme
document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires,
(Signé) Donatus ST AIMEE

Annexe

Déclaration du secrétariat de l'Organisation des Etats
des Caraïbes orientales

"Les gouvernements membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (Antigua-et-Barbuda, Dominique, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines et Montserrat) se sont réunis à Bridgetown (Barbade), le vendredi 21 octobre 1983, pour examiner et évaluer la situation à la Grenade à la suite du renversement du Premier Ministre Maurice Bishop, suivi de son assassinat et de celui de certains de ses collègues du Cabinet et de plusieurs autres citoyens.

Les Etats membres ont craint que cette situation ne continue à empirer, faisant d'autres morts et d'autres blessés, et que l'ordre public ne continue à se détériorer à mesure que le groupe militaire ayant pris le pouvoir tentera d'assurer sa position.

Les gouvernements membres ont estimé que le groupe militaire ayant pris le pouvoir n'avait imposé un couvre-feu draconien de 96 heures que pour opprimer encore davantage la population de la Grenade qui lui avait maintes fois manifesté son hostilité.

Les gouvernements membres se sont également inquiétés du fait que la militarisation croissante de la Grenade au cours des dernières années avait créé un déséquilibre entre la puissance militaire de la Grenade et celle des autres pays de l'OECO. Le fait que cette puissance militaire soit passée aux mains du groupe en question constitue une grave menace à la sécurité des pays de l'OECO et d'autres Etats voisins.

Les gouvernements membres ont estimé extrêmement urgent de prendre des mesures immédiates pour éliminer cette menace.

En vertu des dispositions de l'article 8 du traité constitutif de l'OECO concernant la défense et la sécurité dans la sous-région, les gouvernements membres de l'organisation ont décidé de prendre des mesures appropriées.

Ayant présente à l'esprit la faiblesse relative des ressources militaires dont disposent les autres pays de l'OECO, les gouvernements membres ont, à cette fin, demandé de l'aide à des pays amis de la région, puis à l'extérieur.

Trois gouvernements ont répondu à la demande des gouvernements membres de l'OECO visant à former une force multinationale qui mènerait une attaque défensive et préventive visant à éliminer cette dangereuse menace à la paix et à la sécurité de la sous-région et à rétablir une situation normale à la Grenade. Ces gouvernements sont ceux de la Barbade, de la Jamaïque et des Etats-Unis. La Barbade et la Jamaïque sont membres de la CARICOM et la Barbade est liée à certains des gouvernements membres de l'OECO par un accord de sécurité sous-régional.

/...

Les gouvernements membres de l'OECO ont l'intention, une fois la menace éliminée, d'inviter le Gouverneur général de la Grenade à assumer le pouvoir exécutif en vertu des dispositions de la Constitution grenadine de 1973 et à nommer un gouvernement provisoire reposant sur une large base pour administrer le pays en attendant la tenue d'élections générales.

Il a été décidé que, durant la mise en place de ces dispositions, la présence de l'ancien premier ministre Eric Gairy et d'autres éléments politiques indésirables compliquerait la situation et que leur présence à la Grenade ne serait donc pas souhaitable.

Les gouvernements membres de l'OECO ont également l'intention de prendre des dispositions pour organiser des forces de police et de maintien de la paix efficaces afin de restaurer et de maintenir l'ordre public dans le pays.

Lorsqu'une situation normale aura été rétablie, les forces non caraïbes seront invitées à se retirer de la Grenade.

Les gouvernements membres de l'OECO demandent à tous les pays amis leur appui diplomatique à cette initiative.
